

Grèce : « les gens meurent pour un vaccin qui vaut 6 euros »

mercredi 26 février 2014, par [A l'Encontre](#) (Date de rédaction antérieure : 24 février 2014).

L'épidémie de grippe frappe la Grèce. Au cours des derniers jours, on dénombre 60 décès dus au virus H1N1, impliqué dans les cas les plus graves. Ce chiffre est donné par le Centre pour le contrôle des maladies (KEELPNO) ce lundi 24 février. Les cas mortels frappent en particulier les catégories de personnes souffrant de maladies chroniques. Mais les médecins soulignent que le manque de vaccins et de médicaments antiviraux est un des facteurs importants de cette hausse des cas mortels et du nombre de malades devant être traités dans des unités de soins intensifs. 183 personnes ont dû subir ce type d'hospitalisation au cours des deux derniers mois. L'association des médecins d'Athènes (ISA) affirme dans un communiqué que « les gens meurent pour un vaccin qui vaut 6 euros ». Un vaccin dont l'accessibilité n'est pas assurée par les centres du système national de soins de santé (EOPYY). Seuls 30% des résidents en Grèce ont eu accès cette année à une vaccination contre un taux moyen de quelque 70% dans une grande partie des pays européens.

Cette épidémie se situe au milieu de sa durée et 50% des décès ont été enregistrés au cours des sept derniers jours. Ce qui rend le chiffre de 60 loin d'être définitif. Le nombre de décès avait déjà atteint le seuil inacceptable de 49 durant toute la période de la grippe saisonnière de 2012-2013.

Cette crise sanitaire doit être directement mise en relation avec la situation sociale telle que décrite par la Confédération grecque des professions libérales, des artisans et des commerçants (GSEVEE). Selon son enquête, faite en décembre 2013 sur un échantillon de 1201 ménages dans l'ensemble de la Grèce, 40% des ménages - 1,4 million d'entre eux - comptent un chômeur. Seuls 9,8% parmi eux reçoivent une allocation de chômage. Un ménage sur trois est au point de ne plus pouvoir faire face à des dépenses telles que l'électricité, le remboursement de dettes, etc. 41,7% des ménages sous enquête ne disposent pas d'un revenu suffisant pour faire face à leurs obligations financières de divers ordres. La chute moyenne des revenus des familles est estimée par le GSEVEE à 39,47% avec une pointe à 41,06% dans la région de l'Attique. Les revenus d'un membre retraité de la famille deviennent une source majeure pour 48,6% d'entre elles. Et 63,7% ont dû réduire leurs dépenses alimentaires.

Face à une paupérisation aussi brutale et répandue, la fermeture de 380 centres de soins communautaires ne peut qu'accentuer le délabrement du système de santé publique, déjà brinquebalant, et rendre l'accès à des soins de base encore plus difficile, tout en engorgeant les unités d'urgence, déjà réduites en nombre. Le bâtiment de la santé publique, déjà fortement ébranlé, est au bord de l'écroulement, car les « seuils de résistance » sont atteints.

Rédaction A l'Encontre

P.-S.

* <http://alencontre.org/>